

Guillaume Bernard

LA GUERRE À DROITE AURA BIEN LIEU

Le mouvement dextrogyre

DESCLÉE DE BROUWER

La Guerre à droite aura bien lieu

Guillaume Bernard

La Guerre à droite aura bien lieu

Le mouvement dextrogyre

DESCLÉE DE BROUWER

Du même auteur

Les forces politiques françaises, Guillaume BERNARD, Éric DUQUESNOY, dir., Paris, PUF, 2007.

Mythes et polémiques de l'histoire, Guillaume BERNARD, Jean-Pierre DESCHODT, dir., Levallois-Perret, Studyrama, 2008-2009, 2 vol.

Les forces syndicales françaises, Guillaume BERNARD, Jean-Pierre DESCHODT, dir., Paris, PUF, 2010.

Pratiques de la criminologie, Guillaume BERNARD, Gérard LOPEZ, Stamatios TZITZIS, dir., Levallois-Perret, Studyrama, 2010.

Dictionnaire de la politique et de l'administration, Guillaume BERNARD, Jean-Pierre DESCHODT, Michel VERPEAUX, dir., Paris, PUF, 2011.

Dictionnaire de la police et de la justice, Guillaume BERNARD, Denise JOLIVET, Stamatios TZITZIS, dir., Paris, PUF, 2011.

Introduction à l'histoire du droit et des institutions, Levallois-Perret, Studyrama, 2^e éd., 2011.

Les institutions de la France, Guillaume BERNARD, et alii, Paris, Nathan, nouvelle éd., 2015.

L'instruction civique pour les nuls, Guillaume BERNARD, Frédéric MONERA, Paris, First, 2^e éd., 2015.

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© 2016, Groupe Artège
Éditions Desclée de Brouwer
10, rue Mercœur - 75011 Paris
9, espace Méditerranée - 66000 Perpignan

www.editionsddb.fr

ISBN : 978-2-220-08262-2

ISBN pdf : 9782220086200

*À ceux qui m'ont transmis la loyauté,
en premier lieu mes parents.*

*À ceux à qui j'essaie de la léguer,
en particulier mes enfants.*

Principales abréviations

AMF : Association des maires de France
CEDH : Cour européenne des droits de l'homme
CNR : Conseil national de la résistance
DLF : Debout la France
EELV : Europe Écologie les Verts
FDG : Le Front de Gauche
FN : Front national
LGBT : Lesbiennes, Gays, Bi et Trans
LMPT : La manif pour tous
LR : Les républicains
MoDem : Mouvement Démocrate
MRP : Mouvement républicain populaire
ONU : Organisation des nations unies
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord
RBM : Rassemblement bleu marine
RPR : Rassemblement pour la République
SIEL : Souveraineté, identité et liberté
UDF : Union pour la démocratie française
UDI : Union des indépendants
UDR : union des démocrates pour la République
UE : Union européenne
UMP : Union pour un mouvement populaire
PC : Parti communiste
PS : Parti socialiste

Ouverture

« Crisologie » : cachez ce réel que les élites ne sauraient voir !

Au cours des temps passés, la crise s'est révélée multiforme : religieuse, institutionnelle, militaire, sanitaire, etc. L'histoire enseigne que la conjonction des crises partielles peut entraîner des bouleversements d'envergure. Or, la France doit faire face, aujourd'hui, à une pluralité de crises. Au moins trois insécurités frappent le pays : une insécurité physique et matérielle (depuis les incivilités jusqu'à la plus violente des criminalités et l'appropriation « maffieuse » ou communautariste de certains territoires) ; une insécurité économique et sociale (globalisation financière, délocalisations, chômage de masse, retraites incertaines) ; une insécurité culturelle (multiculturalisme dû à une immigration de masse non assimilée, déracinement des autochtones en raison de la standardisation économique et culturelle, bouleversement des mœurs).

La conjonction des crises

L'aggravation possible de chacune de ces crises est naturellement anxiogène. La situation a même quelque chose de tragique, car la tentative de résorber une crise est susceptible d'en aggraver une autre. Diminuer le coût

du travail, pour augmenter la compétitivité des entreprises, en favorisant l'immigration ? Cela renforce la crise identitaire. Diminuer les dépenses publiques pour alléger les prélèvements obligatoires et donner du souffle à l'activité économique ? Cela risque d'accroître la précarité sociale de certains et de pénaliser la consommation. Etc. Inutile de se voiler la face. Pour sortir de cette conjonction de crises, des choix apparaissent nécessaires : privilégier la résorption de certaines fractures par rapport à d'autres, ce qui impliquera des sacrifices.

Mais la crispation de l'opinion publique vient également de ce que nombre d'hommes politiques relativisent leur importance voire en nient la réalité : l'insécurité des personnes et des biens ne relèverait que du « sentiment », l'insécurité économique et sociale ne serait qu'un signe de fermeture et un manque de confiance dans l'avenir, l'insécurité culturelle ne serait qu'une manifestation de xénophobie ou de passéisme moral.

Bons, voire excellents techniciens, tout particulièrement en sciences juridiques et économiques, les politiques savent traiter des dossiers les uns après les autres, mais sans vision globale, gérer et reproduire un système tant qu'il n'y a pas de bouleversements d'envergure. Mais ils se sont révélés peu capables d'inventivité. Est-ce parce que nombre d'entre eux sont hauts fonctionnaires¹ ? En tout cas, ils sont, à l'évidence, de piètres

1. Pour renouveler la classe politique, plus de 85 % des Français sont favorables à ce que les hauts fonctionnaires soient obligés de démissionner de la fonction publique s'ils obtiennent un mandat électif (une telle mesure ne pourrait que les conduire à réfléchir à

anticipateurs (sur l'enjeu démographique en particulier) et décideurs, car englués dans la culture du compromis et des dosages (notamment à visées électorales), leur interprétation des faits étant dénuée d'enracinement historique et d'élévation philosophique. Il est donc une crise peut-être plus grave encore que celles précédemment évoquées : la sclérose de la pensée qui frappe les élites politiques et intellectuelles.

Prisonnières d'une idéologie matérialiste (comme l'a déjà analysé et dénoncé Alexandre Soljenitsyne²), progressiste et constructiviste, elles s'entêtent à ne pas voir l'état réel du pays. Derrière les crises sociales et sociétales couve un affrontement doctrinal, une « guerre culturelle³ ». Outre qu'elles en sont généralement préservées, l'incapacité des élites à appréhender la multiplicité et l'interaction des crises procède, d'abord, de leur idéologie matérialiste : elles réduisent les dysfonctionnements de la société à un trouble dans le domaine de l'avoir, qu'un retour à la prospérité fera disparaître. Elles ne parviennent pas à identifier la nature profonde des enjeux, à déterminer le dénominateur commun de toutes les frictions. Elles ne saisissent pas qu'il y a, à leur racine, une crise de l'être : incertain quant à sa persistance en tant que puissance industrielle,

deux fois avant de s'engager dans une carrière politique alors que celle-ci est, dans les conditions actuelles, sans risque) : cf. ELABE, *Les propositions des Français pour changer la politique*, Enquête pour RMC (échantillon de 1 001 personnes), juin 2016.

2. Alexandre SOLJENITSYNE, *Le déclin du courage*, *Discours de Harvard*, juin 1978, trad. du russe, Paris, Seuil, 1978.

3. Gaël BRUSTIER, *La guerre culturelle aura bien lieu*, Paris, Fayard-Mille et une nuits, 2013.

militaire ou civilisationnelle, le corps social vit une étape périlleuse et décisive dans son existence. La porosité des frontières de l'espace Schengen, les abandons de souveraineté à l'Union européenne (comme la monnaie), l'explosion de la dette publique, la baisse du niveau scolaire⁴ ou encore les émeutes urbaines sont autant de sujets qui illustrent, tant sous l'angle individuel que collectif, la perte des libertés, la dépossession de soi et la dilution de la maîtrise de son destin.

Ensuite, ces élites communient à un sens de l'histoire et croient en un progrès qui serait inéluctable. Par conséquent, les opposants au mariage homosexuel, par exemple, ne seraient que des retardataires que le temps finira par éliminer. Enfin, elles adhèrent à une conception contractualiste de l'ordre social : le peuple n'est pas un donné ayant une identité enracinée dans l'histoire, mais un construit à l'aune de principes idéologiques abstraits. Aussi, quand le peuple réel diffère du peuple idéalisé – lorsqu'il résiste, par exemple, à la transformation de son identité – les politiques s'en détournent-ils avec dégoût. N'est-ce pas là le sens de l'analyse électorale de *Terra nova* à propos des couches populaires⁵ ? À l'ordinaire mépris des élites pour le « beauf » s'ajoute donc un déni du réel. Cet entêtement intellectualiste les conduit à vouloir exclure du cercle des « experts » ceux qui

4. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Principaux résultats de l'enquête PISA 2012*, s. 1. [Paris], 2014 ; Jean-Paul BRIGHELLI, *La fabrique du crétin, La mort programmée de l'école*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2005.

5. Bruno JEANBART, Olivier FERRAND, rapporteurs, *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, Paris, Terra nova, s. d.

proposent une analyse dissidente. Ainsi, Éric Zemmour⁶ s'est-il vu ravalier du rang de journaliste à celui de polémiste.

L'absence de marge de manœuvre

Nombre de citoyens considèrent que le personnel politique n'a pas conscience des dangers qui pèsent sur leur mode de vie (qu'ils entendent conserver) et leur niveau de vie (qui se dégrade). La distorsion entre le peuple et ses élites est de plus en plus palpable tant dans les enquêtes d'opinion qu'à l'occasion des élections (persistance d'une forte abstention même si elle recule parfois quelque peu comme aux européennes de 2014⁷, progression du populisme).

Quatre principaux facteurs expliquent la force inhabituelle de l'actuelle exaspération des Français. Premièrement, du point de vue sociologique, la conjonction de catégories socio-professionnelles jusqu'ici distinctes voire opposées (ouvriers, agriculteurs, employés et chefs de petites et moyennes entreprises notamment artisanales) : la paupérisation économique, le déclassement social et la

6. ÉRIC ZEMMOUR, *Le suicide français*, Paris, Albin Michel, 2014.

7. Un très intéressant sondage réalisé à l'occasion des élections européennes de 2014 a permis d'établir que les abstentionnistes voteraient comme ceux qui se déplacent aux urnes, ce qui montre qu'ils ne sont pas dénués d'idées politiques mais qu'ils se méfient des partis : IFOP, *Que voteraient les abstentionnistes aux élections européennes?*, Enquête pour *Valeurs actuelles* (échantillon de 1 638 personnes), mai 2014.

relégation spatiale dans la « France périphérique⁸ » commencent à les rendre solidaires. Les classes moyennes se sentent fiscalement persécutées et perdent l'espoir de l'ascension sociale pour la génération suivante, ce qui grossit fortement les rangs des mécontents. Deuxièmement, sous l'angle institutionnel, l'affaiblissement des partis politiques et des groupes d'influences (Églises, syndicats⁹), la dé-légitimation des élites : la contestation qui gronde n'est pas canalisée, comme jadis, par des corps intermédiaires susceptibles de la brider par stratégie ou par idéologie. Troisièmement, d'un point de vue politique, les gouvernants ne disposent plus de soupapes de sécurité pour apaiser les angoisses et les colères : ils n'ont plus les moyens de lâcher du lest financier (comme lors des accords de Matignon de 1936 ou de Grenelle de 1968) ; quant aux mesures politiquement symboliques (comme la loi Taubira de 2013), elles clivent fortement le pays tout en ne satisfaisant pas ceux qui veulent toujours plus. Quatrièmement, sous l'angle idéologique, l'absence de philosophie de substitution permettant d'offrir des lendemains qui chantent (le libéralisme en 1789, le marxisme en 1917) : les idéologies modernes sont épuisées et peinent à se renouveler.

8. Christophe GUILLUY, *Fractures françaises* [2010], Paris, Flammarion, 2013 ; du même auteur : *La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

9. Guillaume BERNARD, Jean-Pierre DESCHODT, dir., *Les forces syndicales françaises*, Paris, PUF, 2010.

Une France en marche vers l'insurrection ?

Ainsi, sauf retournement de situation, la défiance ne peut-elle *a priori* qu'inexorablement augmenter et la docilité que progressivement s'effacer. Dans une période de perte de confiance des Français vis-à-vis des partis, il ne peut y avoir de renouveau politique qu'enraciné dans la réalité sociale du pays : les enquêtes de victimisation révèlent qu'il y a trois fois plus de crimes et délits que de plaintes déposées ; la « France périphérique » qui pâtit de la mondialisation rassemble 60 % de la population ; les trois quarts des Français considèrent que ce sont aux immigrés de s'adapter au pays d'accueil et non à la France de faciliter leur intégration, etc.

L'expérience montre que, lorsque la confiance des citoyens dans le personnel politique disparaît à cause de l'impuissance ou de l'inconséquence de leurs mesures, la légitimité du pouvoir se rétrécit. Et, de la défiance à l'insurrection remettant en cause les institutions supposées représentatives, il peut n'y avoir qu'un pas. Par le passé, des régimes se sont effondrés en quelques jours en 1830 ou en 1848. Il ne fallut que quelques semaines, en mai 1958, pour la IV^e République. Il serait intellectuellement bien imprudent de prophétiser une révolution. Car les mouvements de contestation sont, aujourd'hui, partiels et divisés. Mais il suffit d'un événement, même anodin, pour coaguler les mécontentements et révéler leur unité. Qu'elle arbore des drapeaux roses de « La manif pour tous » (LMPT), des bonnets rouges de la révolte contre l'écotaxe, c'est le même type de colère qui s'est levée ces dernières années contre les promesses

électorales sans lendemain et la condescendance des « bien-pensants ». Les huées qui ont accompagné les cérémonies officielles supposées rendre hommage aux victimes du terrorisme islamiste¹⁰ à Nice relèvent de la même exaspération contre l'aveuglement des élites.

Il y a dans tous ces phénomènes une réaction similaire contre l'idéalisme idéologique et le constructivisme social. Même si cette convergence doctrinale n'est pas encore consciemment formulée et psychologiquement intégrée, cela révèle qu'il existe un pays réel ayant vécu en marge de la *doxa* officielle et qui est en passe de se réveiller de son anesthésie idéologique.

Une odeur de fin de règne

La crise plurielle que traverse la France a conduit au retour en force de l'enjeu doctrinal : face à un avenir grandement incertain, une importante partie de l'opinion publique est en recherche de sens. Si le régime n'est pas forcément en danger, la recomposition du paysage politique, organisationnel et doctrinal, est en cours. Les rapports de force intellectuels se modifient : la domination de l'idéologie moderne des élites est ébranlée par la pensée classique qui se déploie à nouveau dans le corps social.

10. Sur la lutte anti-terroriste, cf. : Marc TRÉVIDIC, *Au cœur de l'anti-terrorisme*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2011 ; du même auteur : *Terroristes, Les sept piliers de la déraison*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2012.

« Crisologie » : cachez ce réel que les élites ne sauraient voir !

Sous cet angle, le cycle de la toute-puissante modernité semble s'achever. Pour autant, la fin chaotique de ce monde n'est pas l'annonce d'un saut dans l'inconnu ni celle d'un grand vide. Même si elle est encore loin d'être partagée par tous, la philosophie classique renaît et se réaffirme dans tous les domaines de la politique : famille, économie, identité nationale, construction européenne, etc. La pression politique s'est inversée : voici venu le temps du « mouvement dextrogyre ».

